



Sommaire

- ❖ **Zoom sur l'invasion russe en Ukraine**
 - Secteur du transport p 2
 - Secteur de l'énergie..... p 2
 - Autres secteurs..... p 5

- ❖ **Autres faits saillants**..... p 5
 - Pologne..... p 5
 - Hongrie..... p 9
 - République tchèque..... p 11
 - Slovaquie..... p 13
 - Lituanie..... p 16
 - Lettonie..... p 17
 - Estonie..... p 18

- ❖ **Calendrier**..... p 20

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

Contribution du ferroviaire au transport des réfugiés

Depuis le déclenchement de la guerre 26 centres d'accueil pour réfugiés ukrainiens ont ouvert **en Pologne** dans les gares de Przemyśl, Chełm, Varsovie et d'autres villes. Pour mémoire, du 26/02 au 31/05/2022, les réfugiés ukrainiens pouvaient voyager gratuitement dans les trains de PKP Intercity ; du 01/06 au 30/06, la gratuité dans les trains de PKP Intercity et TLK était limitée aux trajets vers/depuis la frontière PL-UA ; la gratuité a cessé au 01/07/2022, au total plus de 2,3 M de personnes en ont bénéficié. **En Lituanie**, l'usage des transports en commun pour les Ukrainiens est toujours gratuit sur le réseau ferré ainsi que dans la ville de Vilnius, rejointe désormais par Kaunas et Klaipėda.

Le fret en Lituanie durement frappé par la guerre

D'après le ministère des transports, le trafic de marchandises a connu une baisse de 17% entre 2021 et 2022. La situation géopolitique a **mis fin à la position de hub de transit est-ouest** de la Lituanie. 2023 promet aussi d'être difficile, car le ralentissement économique se conjuguera à cette perte de débouchés, pour peser négativement sur le transport de marchandises.

La Lituanie vise un réseau ferroviaire indépendant de la Russie

Le 8 mars, la société nationale des chemins de fer de Lituanie (LTG) a présenté, conjointement avec le ministre des transports Marius Skuodis, le **Free Rail program**, qui vise à développer un réseau ferroviaire indépendant de la Russie et de la Biélorussie, aux normes européennes et tourné vers l'intégration des pays baltes. D'après le ministère, la question d'une éventuelle intégration de l'Ukraine à ce réseau est à l'étude.

Secteur de l'énergie

Coopération et recherche de nouveaux fournisseurs

En visite **au Vietnam et en Malaisie**, le **ministre tchèque** de l'Industrie et du Commerce Jozef Síkela a échangé avec ses homologues sur les enjeux énergétiques afin d'élargir la coopération à de nouveaux approvisionnements en GNL et en hydrogène. Le ministre a rencontré les dirigeants de l'énergéticien public malaisien Petronas, qui pourrait devenir un partenaire de la Tchéquie pour la livraison de gaz.

Le 1^{er} mars, le **ministre slovaque** de l'Economie Karel Hirman et le **vice-ministre américain** du Commerce Don Graves ont signé une [déclaration sur la coopération bilatérale](#) dans le **secteur énergétique**. Cette déclaration met à jour la déclaration signée en 2012 et pour approfondir les liens dans l'énergie nucléaire civile, le GNL, les énergies renouvelables et l'hydrogène.

En **Hongrie** et selon le ministre des Affaires étrangères, la **livraison de gaz d'Azerbaïdjan** commencera en 2023 à hauteur de 100 M m³ sur l'année, et un accord à long terme a été signé pour la livraison de 1 à 2 Mds m³/an. Les infrastructures devront cependant être adaptées ; tâche qui, selon le ministre, devra être traitée par Bruxelles : si l'UE souhaite la diversification du gaz, il faudrait qu'elle alloue des fonds pour les infrastructures idoines. **MOL s'approvisionne déjà en pétrole azéri** et a des parts dans un champ (ACG) et un oléoduc (BTC) locaux.

Dé-russification du réseau gazier en Lituanie

L'entreprise gazière *JSC Latvijas Gaze* a entamé le processus de **vente de sa filiale Gaso**, qui est l'unique **gestionnaire du réseau lituanien de distribution du gaz naturel**. Cette décision a été prise car *Gazprom* est actionnaire à 34% de *JSC Latvijas Gaze*.

Autonomie et sécurité énergétique en Tchéquie

Face au contexte actuel, le gouvernement tchèque a révisé son programme de coalition de janvier 2022, insistant sur l'objectif d'autonomie et de sécurité énergétique accrues, notamment par la diversification des ressources :

i) **le mix énergétique tchèque à long-terme combiner**a progressivement davantage **d'énergie nucléaire et d'énergies renouvelables**, en particulier le photovoltaïque, mais aussi le biogaz, le biométhane et l'hydrogène ;

ii) **le gaz doit conserver une place significative comme énergie de transition**, en dépit de l'actuel bouleversement des canaux d'approvisionnement ;

iii) **l'arrêt des centrales à charbon, d'ici à 2033, est confirmé** « à condition que des capacités alternatives suffisantes soient assurées » ;

iv) en matière de nucléaire, la préparation des décisions sur la **construction d'autres nouveaux réacteurs** à Temelín et Dukovany et la préparation d'une stratégie sur les SMR, sont confirmées.

Le document explicite la nécessité de **renforcer les infrastructures gazières pour se passer complètement de la Russie**. La stratégie nationale énergétique sera mise à jour d'ici fin 2023.

Sortie des hydrocarbures russes dans la région

Les **Baltes** ont été les premiers pays de la zone à annoncer s'être soustraits des importations russes de ressources énergétiques en 2022.

Après avoir annoncé en mars 2022 une sortie des ressources énergétiques russes d'ici fin 2022, c'est finalement à l'initiative de la Russie que **la Pologne a cessé d'être approvisionnée en pétrole russe** via l'oléoduc *Druzhba*. La Pologne importait encore 10% de ses besoins en pétrole de Russie dans le cadre du contrat *Orlen-Tatneft* (fourniture de 2,4Mt/an jusqu'à fin 2024). Il s'agissait du dernier contrat à long terme d'*Orlen* avec une société russe, le contrat avec *Rosneft* ayant expiré fin janvier 2023. Ainsi, **la Pologne ne devrait désormais plus s'approvisionner ni en charbon, ni en gaz naturel, ni en pétrole depuis la Russie**.

Si les flux de gaz russe étaient déjà considérablement réduits après l'arrêt du gazoduc Nord Stream en septembre 2022, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce a annoncé que **la Tchéquie a complètement arrêté ses importations de gaz russe depuis janvier 2023**, le remplaçant par du GNL américain et du gaz tuyau norvégien.

Dispositifs de soutien public face aux prix de l'énergie

En Pologne, selon les informations du Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau, les entreprises à forte consommation d'énergie ont présenté des **demandes d'aide financière pour un montant de plus de 3,8 Mds PLN (800 M€)** dans le cadre du programme gouvernemental *Aide aux secteurs à forte consommation d'énergie liée à l'augmentation soudaine des prix du gaz naturel et de l'électricité en 2022*, dont le budget a été fixé à 5 Mds PLN (1 Md€). Le Fonds a reçu 234 demandes, dont 151 de la part de grandes entreprises, 66 de moyennes entreprises, 15 de petites entreprises et deux de micro-entreprises.

En Slovaquie, le ministère de l'Economie a ouvert le **dispositif 2023 d'aide à l'administration publique et aux entreprises** ce 21 février. Cette aide se distingue de celle ouverte à la catégorie des consommateurs vulnérables et protégés par des tarifs régulés (ménages, TPE et consommations annuelles ne dépassant pas 30 MWh d'électricité et 100 MWh de gaz). Le dispositif remboursera 80% du montant payé supérieur aux seuils de 99 €/MWh pour le gaz (HT et prélèvements) et 199 €/MWh pour l'électricité (idem), dans la limite de 200 000 €/mois par bénéficiaire. Les autorités ont prévu une **enveloppe de 200 M € et une date limite au 29 février 2024 pour les entités publiques**, et une **enveloppe de 280 M € et date limite au 30 juin 2023 pour les entreprises**. La période éligible comprend les mois de janvier à mars 2023. L'aide maximale cumulée par entreprise ne peut dépasser 250 000 € pour une entreprise de production agricole primaire, 300 000 € pour une entreprise piscicole et 2 M€ pour les autres secteurs. Pour une aide supérieure à 100 000 €, l'entreprise doit publier la liste de ses propriétaires réels.

En outre, pour financer les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises touchés par la crise énergétique, la Slovaquie souhaite utiliser le **transfert de près de 1,5 Md€ de fonds UE non-utilisés**. Mi-février, le Parlement européen a approuvé ce transfert.

Le cercle de réflexion Bruegel classe la **Slovaquie parmi les pays les plus généreux quant aux mesures de soutien**. En effet, selon Bruegel, l'aide déployée pendant la période septembre 2021 - janvier 2023 a atteint 681 Mds€ dans l'UE, dont 9,1 Mds€ en Slovaquie, soit **9,3% du PIB** - pourcentage le plus élevé parmi les Etats membres. Exprimé en rapport au nombre d'habitants, l'aide slovaque s'élève à 1 670€ et est devancée par le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et Malte.

En Hongrie, le ministre de l'Energie Csaba Lantos a annoncé le **maintien du tarif réduit** consenti aux ménages pour l'électricité, le gaz, et le chauffage public sur **toute l'année**. Idem pour le prix au-dessus de la limite de consommation. Par ailleurs, les institutions publiques, les municipalités, les églises et les universités gérées par les fondations pourront recevoir **l'électricité à des tarifs fixes** pour rendre prévisible leur budget à partir d'avril 2023. Le gouvernement a déjà ouvert cette possibilité pour le gaz, et chez MVM (compagnie publique d'énergie de Hongrie) plus de 700 partenaires éligibles ont choisi le prix fixe au lieu des prix variables. Les institutions avaient jusqu'à fin février pour demander le changement.

La diversification passe par l'autoproduction en Hongrie

Alors que la Hongrie est à plus de 75% dépendante des importations, le gouvernement priorise la diversification énergétique et a élaboré **un plan stratégique énergétique à horizon 2030**, prioritairement financé par le plan de relance. La stratégie comprend le développement des réseaux de distribution, des énergies nucléaire et renouvelable (surtout solaire) et des compteurs intelligents. Elle envisage l'extension du réseau de gazoduc trans-adriatique et des améliorations technologiques dans la raffinerie Duna. Le gouvernement souhaite relever sa propre production d'hydrocarbures, améliorer l'efficacité énergétique et multiplier les achats de bus électriques.

Depuis l'annonce mi-2022 de l'état d'urgence énergétique, **le cadre réglementaire a été très simplifié pour stimuler la production nationale de gaz naturel** : projets déclarés *investissements prioritaires*, exemptions de certaines demandes d'autorisation, formalités administratives abrégées. 2 puits de gaz naturel de MVM ont commencé à produire à Nyékpuszt et le forage de 52 autres est annoncé. MOL a également réalisé avec succès 3 forages peu profonds dans l'est du pays ces deux derniers mois. Selon MOL, les 3 puits répondent aux besoins d'environ 20 000 familles pour plusieurs années. Sur 18 forages ces dernières années, 16 sont des succès et les puits de gaz peu profonds représentent 5% de la production annuelle de gaz de la société en Hongrie, qui s'élève actuellement à 1,4 Mds m³.

Cependant, du fait de l'augmentation des demandes de stockage et des surcoûts liés à la hausse des prix de l'électricité et du gaz nécessaires au fonctionnement des installations, l'opérateur de stockage de gaz *Magyar Földgáztároló Zrt*, qui contrôle 70% des installations de stockage en Hongrie, prévoit de multiplier ses tarifs par 4,6 à compter du 1^{er} avril 2023 pour le stockage du gaz naturel. La redevance pour l'extraction du gaz depuis ses installations sera multipliée par 7,1.

En outre, la Hongrie prévoit la construction de trois centrales à gaz CCGT d'ici 2028, dont une à côté de la centrale de *Mátra*, et deux à *Tiszaújváros*.

L'Estonie renforce sa sécurité énergétique

Début mars, *Elering* (gestionnaire du réseau estonien) a procédé à la mise en service de la ligne à haute tension reliant l'est de l'Estonie à la ville de Tartu. Cet investissement, d'environ 35 M€, est le premier d'une série qui permettra à l'Estonie de se déconnecter du réseau BRELL et de se raccorder au réseau ouest européen d'ici 2025. La prochaine étape est la rénovation de la ligne reliant Tartu et Valmiera (Lettonie).

La ministre des Affaires économiques Riina Sikkut a annoncé la création d'un fonds de 20 M€ afin d'aider les entreprises estoniennes à assurer leur sécurité énergétique. Ce fonds permettra principalement d'acheter des générateurs de secours et de développer des solutions de stockage. Ce fonds est intégralement financé par le PNRR estonien.

Autres secteurs

Les municipalités estoniennes investissent dans des logements pour accueillir les réfugiés.

53 des 79 municipalités estoniennes ont soumis une demande de soutien financier de l'Etat afin de construire ou de rénover des logements sociaux qui serviront à accueillir des réfugiés ukrainiens. L'Etat a accepté de subventionner jusqu'à 400 €/m². Près de 3,3 M€ ont été versés.

Autres faits saillants

Pologne

Nominations

Le député PIS Marek Wesoly a été nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des Actifs Publics et plénipotentiaire du gouvernement en charge de la transformation des groupes énergétiques et du secteur minier, à compter du 1^{er} mars 2023. Il reprend les fonctions précédemment tenues par Piotr Pyzik, chargé désormais du dialogue social.

Energie

- gaz et pétrole

La société GAZ-SYSTEM envisage étendre de 1 800 km les gazoducs du pays, pour atteindre environ 13 600 km d'ici 2033, selon le projet de *Plan décennal national de développement du réseau de transport de gaz pour 2024-2033*. Le plan actualise les prévisions de consommation de gaz. En fonction du scénario, la demande intérieure de gaz passera d'environ 15,4 Mds m³ en 2022 à 22,5-27,4 Mds m³ en 2033. Le plan est soumis à [consultation](#) jusqu'au 17 mars.

Début février, *Unimot Investments* a signé avec *Orlen* un accord conditionnel portant sur l'achat de 100% des actions de *Lotos Terminale*. Sa mise en œuvre est l'une des conditions de l'acquisition de *Lotos* par *Orlen*.

- nucléaire

Le 15 février, Philippe Crouzet, haut-représentant pour la coopération nucléaire civile franco-polonaise, a rencontré le ministre des Actifs publics, Jacek Sasin, le plénipotentiaire du gouvernement pour les infrastructures énergétiques critiques Mateusz Berger et le vice-ministre du climat et de l'environnement Adam Guibourgé-Czetwertyński. Il a déclaré : « *Les discussions ont été positives et ont montré l'intérêt du gouvernement polonais pour l'offre d'EDF* ».

Le 22 février, les *Centrales nucléaires polonaises* (PEJ), Westinghouse Electric Company et Westinghouse Electric Poland ont signé un contrat dit *bridge* pour les travaux préliminaires à la construction d'une centrale nucléaire à Lubiatów-Kopalin. Le contrat porte sur la réalisation de travaux d'avant-projet de la centrale dans 10 domaines.

Début février, l'entreprise britannique ROLLS-ROYCE et le groupe industriel Świętokrzyska Industria ont signé une lettre d'intention pour coopérer à la construction de petits réacteurs nucléaires. Ceux-ci doivent soutenir la production d'hydrogène vert et la décarbonation du secteur énergétique dans la région de Świętokrzyskie. L'objectif de la coopération est de construire jusqu'à trois petits réacteurs d'une capacité de 470 MW chacun.

- électricité et chaleur

Fin février, la société PGE a lancé les [consultations](#) préliminaires du marché relative au projet d'installation de stockage d'énergie en batterie à grande échelle (BMEE) à la centrale de pompage-turbinage de Żarnowiec. La puissance du stockage sera d'au moins 200 MW et la capacité sera supérieure à 820 MWh. Le projet doit être mis en œuvre entre 2024 et 2027, la sélection du contractant étant prévue pour le premier trimestre 2024.

Le 14 février est entrée en vigueur la modification de la loi limitant l'augmentation des prix de la chaleur à 40% par rapport aux prix du 30/09/2022.

- renouvelables

Selon les données de l'Agence du marché de l'énergie, en 2022, les EnR ont fourni plus de 20% de l'énergie électrique produite en Pologne, soit le meilleur résultat jamais atteint. La part du charbon dans la production d'énergie est tombée à 70,6%.

Selon le rapport [PEP2040 : progrès ou déception ?](#) publié par les groupes de réflexion *Ember* et *Institut des reformes*, la Pologne pourrait voir se construire 2 fois plus de capacités EnR que prévu dans le projet de mise à jour de la politique énergétique à horizon 2040 (PEP2040).

Mi-février, le Ministère des Infrastructures a publié les résultats de deux nouveaux appels d'offres pour des concessions de parcs éoliens en mer Baltique. Elektrownia Wiatrowa Baltica 9, appartenant à PGE, a gagné l'appel d'offres pour la zone 44.E.1 et Elektrownia Wiatrowa Baltica 5, dont PGE détient 66,2 % et Enea 33,8 %, pour la zone 60.E.4.

- hydrogène

Pak-PCE Stacje H₂ appartenant à Zbigniew Solorz va construire 2 stations de ravitaillement en hydrogène publiquement accessibles : la 1^{ère} devrait être opérationnelle au printemps 2023 à Varsovie, la 2^{ème} serait mise en service au 2^e trimestre à Rybnik. L'hydrogène issu d'énergies renouvelables sera produit par ZE PAK, également détenu par M. Solorz, à hauteur de 1t/jour et à terme de 40 t/jour. ZE PAK prévoit d'équiper aussi Wrocław, Rybnik, Lublin, Gdańsk et Gdynia.

Environnement

- climat

La lutte contre la bétonose est l'une des priorités du Ministère du Climat et de l'Environnement pour 2023. En juillet, un premier appel à projets dans le cadre du programme FEnKS (Fonds Européens pour les Infrastructures, le Climat et l'Environnement) 2021-2027 géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau portera sur cet enjeu. Son enveloppe s'élève à 560 M€. FEnKS prévoit aussi 310 M€ pour le financement des projets liés au renforcement de la protection de la nature, de la biodiversité et de la trame verte et bleue.

Le ministère travaille sur une loi visant à mettre en place l'obligation de préparation de plans d'adaptation au changement climatique pour les villes de plus de 20 000 habitants et à augmenter les exigences concernant les indicateurs de surfaces végétalisées.

- déchets

Début février, le ministère du climat et de l'environnement a présenté le projet de loi visant à transposer en droit national la directive UE 2019/904 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement et interdisant de mettre sur le marché pailles, assiettes ou encore couverts en plastique à usage unique. La Pologne est l'un des derniers pays n'ayant pas encore réalisé la transposition, prévue pour avant le 3 juillet 2021.

Remondis (Allemagne) a demandé l'accord de l'Office de protection de la concurrence et des consommateurs pour la reprise de SFW Energia (détenue par la société allemande IQONY), opérant dans le secteur de la production d'électricité et de chaleur. Sur les sites de SFW Energia, Remondis veut construire des installations de valorisation thermique des déchets.

Infrastructures de transport

Début février, le Premier ministre a validé les listes des projets communaux et de districts qui à financer par le Fonds gouvernemental de développement routier en 2023. Le gouvernement soutiendra 1780 projets, dont 538 projets de district et 1 242 projets communaux. Il est prévu de construire, reconstruire ou réparer 2 800 km de routes. Le budget s'élève à 1,3 Mds PLN (275 M€) pour les projets communaux et 1,2 Mds PLN (210 M€) pour les projets de districts.

En janvier, la société CPK a déposé une demande de financement au titre du CEF 2 *connecting Europe* pour la construction du tronçon-tunnel Łódź Fabryczna - Łódź Retkinia (4km). Le groupe avait déjà obtenu 60 M PLN (12 M€) au titre du CEF *Reflow* pour la préparation du projet.

La société CPK a annoncé le 2^{ème} appel d'offres pour la construction de son projet ferroviaire le plus avancé, le tunnel ferroviaire à grande vitesse de Łódź. D'une longueur de plus de 4 km, il fera partie de la ligne Varsovie - CPK - Łódź - Sieradz - Wrocław. Les travaux commenceront cette année à l'ouest de la gare de Łódź Fabryczna. Les offres peuvent être soumises jusqu'au 5 avril.

Transports

- routier

La condamnation par le Bélarus à 8 ans de prison d'Andrzej Poczobut, journaliste d'opposition d'origine polonaise, a conduit Varsovie à fermer le principal passage frontalier vers son voisin (Bobrowniki) le 10 février. Le Bélarus a répliqué en interdisant aux poids lourds polonais ses passages frontières avec la Lituanie et la Lettonie. En réponse, le ministère polonais de l'Intérieur a fermé le 21 février le passage frontalier à Kukuryki-Kozłowicze aux camions bélarusses « *jusqu'à la levée des restrictions biélorusses à l'égard des transporteurs polonais* ». Depuis, les camions doivent attendre environ 22h pour quitter la Pologne via le seul poste-frontière cargo ouvert actuellement à la frontière polono-biélorusse.

- ferroviaire

Suite à l'intervention du Premier ministre Mateusz Morawiecki, l'opérateur ferroviaire national **PKP Intercity renonce à l'augmentation des prix des billets mise en place le 11 janvier**. Pour rappel, l'augmentation due à la hausse des prix de l'énergie s'élevait à presque 16% en moyenne. Pour compenser la perte de revenus, PKP Intercity recevra 50 M PLN (10 M€) de subvention supplémentaire. Une tranche supplémentaire de 50 M PLN pourrait être versée à PKP IC en fonction des besoins liés aux prix de l'énergie.

PKP Informatyka a remporté le contrat de fourniture et de mise en place du système de planification et d'exploitation horaire pour PKP Intercity. Outre PKP Informatyka, dont l'offre s'élevait à 7,5 M PLN (1,6 M€), deux entreprises polonaises ont soumissionné à cet appel d'offres (Infomex et S&T Services). Pour rappel, en décembre PKP Intercity a confié directement à sa société sœur PKP Informatyka la mise en place d'un système complet de vente de billets et sa maintenance. La valeur de contrat était de 143 M PLN (30 M€).

L'opérateur national des rails PKP PLK et le Centre National de Recherche et de Développement ont signé avec l'Ecole Polytechnique de Gdańsk et l'Ecole Polytechnique de Wrocław un contrat de coopération visant à établir le système de surveillance de l'impact du trafic ferroviaire sur l'environnement. La valeur du projet s'élève à 4,5 M PLN (1 M€).

- maritime

Le port de Gdynia pourrait augmenter ses capacités de transbordement grâce à l'achat d'un chargeur de navire, machine qui permet d'augmenter la capacité de chargement de navires de 50%. Les capacités actuelles du port s'élèvent à environ 4 Mt/an. Grâce à cet investissement elles pourraient augmenter jusqu'à 4,7 Mt. En 2022, le volume total des marchandises transportées dans le port de Gdynia était de 3,7 Mt.

- aérien

Le ministre des Infrastructures a validé le rapport financier de l'Agence Polonaise de la Navigation Aérienne (PAŻP) pour l'année 2021. L'autorité en charge de la surveillance de l'espace aérien polonais réalisé un profit net de 405 M PLN (86 M€). Selon les calculs de PAŻP, les retards des vols en 2021 ont atteint 31 894 minutes. Ceux-ci sont essentiellement liés au problème de pénurie de contrôleurs aériens (91%) et à l'intensité du trafic aérien (7%).

En février, l'aéroport Cracovie-Balice a accueilli plus de 591 000 passagers, soit de 48% de plus en g.a. et de 14% de plus par rapport au mois de février 2019.

- électromobilité

Fin janvier, 63 701 véhicules électriques particuliers étaient en circulation en Pologne, dont 51% étaient des voitures intégralement électriques et 49% des hybrides plug-in. Le nombre total de véhicules électriques particuliers et utilitaires s'élevait à 67 970, soit +56% par rapport au mois de janvier 2022. Concernant les bornes de recharge, il y en avait 2 612 (5 139 prises), dont 29% en courant continu et 71% en courant alternatif d'une puissance inférieure ou égale à 22 kW.

Début février, la Fondation de Promotion des Véhicules Electriques (dont le président est Marcin Korolec, ancien ministre de l'environnement), l'Association Polonaise de l'Industrie Automobile et l'Association Polonaise du Développement de l'Électromobilité ont lancé *Coalition E-Transport*, première coalition polonaise en faveur de la décarbonation du transport par poids lourds. L'entité veut soutenir l'électrification du transport lourd.

Hongrie

Nominations

László Mosóczy, nouveau PDG de la compagnie ferroviaire hongroise MÁV-Start, a été nommé par le ministre János Lázár **commissaire ministériel chargé de la coordination du développement de l'industrie nationale des véhicules ferroviaires**.

Energie

- électricité

La consommation brute d'électricité a augmenté en janvier 2023 et a atteint un record de 4471 GWh. Le précédent record mensuel de consommation date de janvier en 2020, avec 4345 GWh.

- nucléaire

Selon M. Gulyás, ministre de la chancellerie, la centrale nucléaire de Paks2 «*pourra raisonnablement fonctionner vers 2032 si sa construction débute l'an prochain*». Le DG de Rosatom, Alekszej Lihacsov confirme le début de construction en 2024. Le contexte est incertain et la question se pose de savoir si les entreprises étrangères, actuellement fournisseurs, pourront vraiment participer au projet et obtenir les autorisations nécessaires de leurs États respectifs.

Le ministre hongrois des AE et du Commerce a confirmé qu'un axe de développement du nucléaire existait avec l'Ouzbékistan qui pourrait déboucher sur l'installation d'un système de technologie de refroidissement hongrois dans la nouvelle centrale nucléaire ouzbèke. La Hongrie offre aussi 170 bourses d'études par an à des étudiants ouzbeks pour former, en Hongrie, de futurs ingénieurs et spécialistes nucléaires. Des programmes de recherche et développement liés aux éléments combustibles sont également en cours.

Le gouvernement souhaite prolonger la durée de fonctionnement de Paks 1 et effectuera les tests nécessaires. La Commission européenne avait toutefois approuvé le projet Paks2 avec l'idée que les deux centrales ne fonctionneraient en parallèle que pendant 4 à 5 ans. Or, avec une prolongation de sa licence, Paks1 pourrait fonctionner pendant 20 ans supplémentaires, d'où un potentiel questionnement par rapport à l'aide initiale de l'UE.

Le ministre hongrois de l'énergie a évoqué, pour sa part, la possibilité d'une troisième centrale nucléaire équipée d'un réacteur modulaire, à l'instar de ce qui pourrait se faire en Roumanie. Ce pays a en effet reçu l'autorisation pour la construction d'une centrale dotée de ce type de réacteur, avec une technologie américaine.

- ENR

Le 10 février 2023, les centrales solaires ont produit près de 2000 MWh, soit un point haut pour la Hongrie. A ce jour, **plus d'un tiers de la consommation totale d'électricité nationale provient de l'énergie renouvelable**. Grâce aux subventions de l'État, le parc photovoltaïque s'est rapidement développé pour atteindre une puissance de 4 GW à la fin 2022. Cette production alimente pour environ les deux tiers des centrales électriques industrielles-commerciales et le résidentiel pour le solde. Pour hausser les capacités, le gouvernement a investi 163 Mds HUF (436 M€) dans le développement du réseau de distribution. **L'objectif est fixé à 6 GW pour 2030.**

- Electro-mobilité

Kistelek, municipalité située à la frontière du département de Bács-Kiskun et Csongrád, a vendu un terrain de 12 ha à une société sino-coréenne qui fournit des composants de batterie pour

BMW et Mercedes. Selon certaines sources, Kistelek aurait vendu ce terrain sans même connaître le nom de l'investisseur de ce projet de 1,3 Mds€, ni les détails du plan. Toutefois, en raison de l'insuffisance des infrastructures électriques de la ville, ce projet ne pourra sans doute pas se réaliser.

Un investissement de 15 Mds HUF (40 M€) sera réalisé à Vácrtó (5 km de Göd et l'usine de batteries pour véhicules électrique de Samsung SDI) par l'entreprise japonaise, Nippon Paper Industries pour une usine destinée à produire des pièces pour batteries. Elle bénéficie de subventions publiques (61,5M€) pour ce projet qui créera 60 emplois. **La Hongrie occupe actuellement la quatrième place de producteur mondial de batteries électrique.** Sur les six dernières années, 47 investissements ont été effectués dans ce secteur, pour une valeur totale de 7000 Mds HUF (18,7 Mds€).

Après l'autorisation donnée par la Commission fin février, l'usine de Samsung situé à Göd, recevra une aide publique à l'investissement de 89,6M€ qui contribuera au développement de la région et à la création d'emplois. Après une enquête approfondie, la Commission avait en effet conclu que les points positifs du projet sur le développement de la région l'emportaient clairement sur toute distorsion de concurrence qui aurait pu être provoquée par l'octroi d'une aide de l'Etat.

L'usine de batteries de CATL à Debrecen a obtenu le permis environnemental d'exploitation. Cette usine, qui provoque beaucoup de tensions parmi les habitants pour des raisons environnementales, sera construite avec une subvention gouvernementale de 320 Mds HUF (856 M€).

L'autorité responsable de gestion des catastrophes du comitat de Pest a délivré un permis officiel pour l'élargissement de l'usine de Göd.

Transport et infrastructures

- urbaines

La construction de la ligne 3 du métro de Budapest est prévue pour juin, mais au vu de la mauvaise qualité des voitures restaurées par le Russian Metrowagonmash, le nombre de métros disponibles pour desservir toute la ligne pourrait être insuffisant. Le rapport BKV révèle notamment 18 défauts de série, la rouille extrême des voitures et un coût d'entretien élevé. 9 voitures rénovées sur 37 ne sont pas fonctionnelles et, à cause des sanctions contre la Russie, BKV ne peut pas procurer les composants manquants pour la réparation. Le constructeur russe a accordé une garantie de 10 ans pour les voitures achetées il y a 5 ans pour 180 Mds HUF. Selon BKV, le constructeur a déjà transféré un montant de 7,16 Mds€ à ce titre.

Un nouveau décret gouvernemental autorise la ville de Budapest à acheter 51 nouveaux tramways CAF de plancher bas et climatisés. Le coût de 54 Mds€ sera financé par des fonds européens.

Alstom a annoncé la première modernisation de trains en Hongrie via une rénovation qui permet d'intégrer le système de contrôle des trains ETCS de niveau 2, conçu pour augmenter la vitesse et renforcer la sécurité sur la flotte de trains de type Flirt de MÁV-START. 36 unités sur 59 ont reçu la licence d'autorisation de mise sur le marché et sont désormais de retour dans le trafic voyageur, équipées de l'équipement de contrôle des trains Atlas ETCS niveau 2 L2 d'Alstom. L'ensemble du projet devrait être achevé en septembre 2023, à la suite d'une procédure de certification qui implique des tests et des vérifications approfondis. Ce projet a été attribué à Alstom dans le cadre d'un processus de passation de marchés publics.

Transport

- aérien

En 2022, l'aéroport Liszt Ferenc a accueilli 12,2 M passagers, soit 75% du niveau observé en 2019, avant covid. Le CA annuel a dépassé de 216% celui de 2020, et de 164% celui de 2021. Août a été le mois le plus chargé avec 1,3 M passagers. 140 destinations étaient offertes, comme en 2019. La plupart des vols disponibles avant la pandémie ont été rétablis, sauf les destinations vers l'Amérique du Nord. Au programme 2022, 11 nouvelles destinations et 4 compagnies aériennes. Les destinations les plus populaires étaient Londres, Tel-Aviv et Paris. Le trafic de fret aérien a battu un record avec 194 000 t, en hausse de 5,8% par rapport à l'an passé, et de 44% au regard de 2019. Les investissements réalisés ces 4 dernières années ont atteint 90 Mds HUF (241 M€), et pourraient dépasser 100 Mds HUF (267 M€) au printemps 2023.

Un décret a modifié la taxe sur les surprofits pour les compagnies aériennes. Pour un voyage à l'intérieur de l'UE (+une dizaine de pays cités dans le JO), si la valeur d'émission de carbone par siège est inférieure à 10,50 kg, la taxe supplémentaire sera de 1 600 HUF (4,3€) au lieu de 2 700 HUF (7,22€) prévu. Si c'est égal ou supérieur à 10,50 kg et inférieur à 17,50 kg, alors elle sera de 3 900 HUF (10,43€). Au-delà, elle sera de 6 200 HUF (16,58€) au lieu de 5 100 HUF (13,64€). Pour les autres destinations : si la valeur d'émission par siège est inférieure à 10,50 kg, le prix sera de 3 900 HUF (10,43€) au lieu de 6800 HUF (18,19€), entre 10,50 kg et 17,50 kg, il sera de 9750 HUF (26,08€). Au-delà, le tarif sera de 15 600 HUF (41,73€) au lieu de 12 700 HUF (33,97 €). Au total, le gouvernement a réduit la taxe pour les courtes distances, et fait l'inverse pour les longues distances, sur la base de considérations environnementales.

Après une interruption de plusieurs années, Air Serbia reprendra ses vols entre Belgrade et Budapest à partir du 13 mars 2023. La compagnie aérienne lancera 15 à 17 vols hebdomadaires, avec 100 destinations au départ de Budapest, et avec une correspondance à Belgrade

République Tchèque

Energie

- renouvelable

En 2022, l'energéticien public ČEZ a augmenté sa production d'électricité solaire de 12% par rapport à 2021, soit 136 GWh, la consommation de 40 000 ménages. [Pour en savoir plus : [CEZ-Communiqués](#)]

Selon les données de l'association européenne Wind Europe, le développement de **l'éolien** en Tchéquie est à la traîne, comptant seulement pour 1% **du mix électrique** (capacités cumulées de 337 MW), nettement en retard par rapport à la moyenne européenne de 17%. [rapport de Wind Europe: « [Wind energy in Europe 2022](#) »]

- nucléaire

L'energéticien public ČEZ a réalisé **une étude préliminaire pour l'identification des sites destinés à l'implantation de futurs petits réacteurs modulaires (SMR)**. Après un premier projet de SMR à la centrale nucléaire de Temelín, les villes de Dětmarovice (Moravie) et de Tušimice (Bohême) sont ainsi envisagées comme lieux d'emplacement de futurs réacteurs, en remplacement des centrales à charbon qui y sont situées. [Plus d'informations sur ce site : [CEZ-communiqués](#)]

- Electricité / gaz

Le **recul de la consommation d'électricité en 2022**, de -3,9% par rapport à 2021, s'est également traduit par une **diminution de la production nette d'électricité** de -0,7% à 78,8 TWh, selon

l'Office de régulation de l'énergie (ERU). Cette baisse est principalement imputable aux centrales à gaz dont la production a diminué de moitié, dans le contexte de prix élevé de cette énergie, tandis que celle des centrales à charbon a augmenté (+6,3%).

Selon une analyse du gestionnaire du réseau de transport ČEPS, **la République tchèque pourrait dépendre d'importations d'électricité de l'étranger** (pour une part de 10% de la consommation nationale) **en cas d'arrêt des centrales à charbon à partir de 2030** et dans un « scénario de décarbonation » basée sur une électrification beaucoup plus importante de l'économie (transports, chauffage, industrie). Pour maintenir la sécurité des approvisionnements, le rapport appelle à la construction de sources nucléaires supplémentaires. *[Plus d'informations : [CEPS-Communiqués](#)]*

Le gouvernement tchèque a octroyé une subvention de 22,7 Md CZK (960M€) à l'opérateur public du réseau de transport électrique ČEPS, afin de couvrir ses pertes du fait de l'augmentation des prix de gros de l'électricité. Ce transfert permet de protéger les consommateurs de la hausse des prix, alors même que le tarif réglementé du service du réseau de transport est désormais plafonné au même niveau qu'en 2022 (4,8€/MWh).

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Le groupe Škoda a acquis une participation de 93,9% dans The Signalling Company, un développeur numérique belge de logiciels de sécurité embarqués et de systèmes de signalisation pour les opérateurs ferroviaires. Cette acquisition renforcera la compétitivité de Škoda face aux grands constructeurs européens de trains, Škoda étant en mesure d'offrir une gamme complète de produits et de services aux opérateurs ferroviaires. Au début de l'année, le groupe a repris les activités autrichiennes de Molinari Rail, une société d'ingénierie technique et de conception.

Le conseil des ministres a décidé de la **suppression de l'autorité régulatrice UPDI** (Office d'accès aux infrastructures de transport), créée en 2017 en réaction à l'ouverture du marché ferroviaire à la concurrence et du transfert de ses compétences (parmi lesquelles l'attribution de la capacité des voies aux différents opérateurs, le libre accès aux accessoires dans les gares ou le système de redevances d'utilisation des voies) à l'Office pour la protection de la concurrence (UOHS) d'ici fin 2023. L'objectif de ce transfert est de faire des économies.

Malgré ses plaintes relatives aux délais de livraison, l'opérateur ferroviaire privé RegioJet a signé un nouveau contrat avec Alstom pour 13 locomotives TRAXX MS3 supplémentaires afin d'assurer les services ferroviaires en République tchèque mais aussi vers la Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche et la Pologne. La livraison des véhicules est prévue pour l'automne 2024. La flotte de RegioJet compte déjà 22 locomotives TRAXX dont 18 MS3 en raison de leur capacité à réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 5 à 7 % par rapport à d'autres matériels de traction. La nouvelle commande permettra de retirer de la circulation les locomotives actuellement en service qui seront ensuite louées à d'autres opérateurs (notamment de fret) par le pool leasing de RegioJet nouvellement créé.

Un troisième train du constructeur chinois CRRC, l'unité électrique DDMU2 d'une vitesse maximale de 200 km/h, est actuellement testé sur l'anneau d'essai de l'Institut de recherche ferroviaire (VUZ) à Velim Cerhenice. Les tests effectués concernent notamment la compatibilité électromagnétique, nécessaire à l'homologation. Les rames à deux étages seront louées par le transporteur autrichien Westbahn. Outre ces trois unités, le CRRC teste à Velim le train Sirius, destiné à l'origine à Leo Express (qui avait annulé le contrat l'année dernière) et la locomotive AC trolley pour ÖBB Rail Cargo Hungary.

- routier

La Direction des routes et des autoroutes (ŘSD) a lancé deux appels d'offres pour les deux derniers tronçons de l'autoroute D3 de Bohême de Sud d'une valeur totale de 7,5 Md CZK (0,3 Md€). La ŘSD s'attend à ce que l'autoroute reliant Prague – České Budějovice- Autriche soit ainsi complètement achevée jusqu'à la frontière en 2026.

A l'issue du Conseil informel « Transport », le ministre tchèque des Transports, Martin Kupka, a déclaré que la République tchèque ferait pression pour reporter l'entrée en vigueur de la nouvelle norme d'émission, dite « Euro 7 », pour les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers. Le délai proposé de deux ans ne laisse pas assez de temps aux industriels pour s'y conformer selon le ministre. La Tchéquie ferait également partie des pays qui, à l'instar de l'Allemagne, l'Italie et la Pologne, ne veulent plus soutenir l'arrêt des ventes de voitures à moteur à combustion en 2035 si les carburants synthétiques ne sont pas exemptés de cette interdiction.

- transport aérien

La demande de la compagnie aérienne Smartwings concernant l'indemnisation pour l'immobilisation au sol forcée des avions 737 MAX en 2019 a été rejetée par la cour américaine de Texas. L'opérateur tchèque a chiffré les dommages liés à l'arrêt des avions (location d'autres avions) à plus de 2,5 Md CZK (104 M €). Smartwings exploite actuellement sept avions 737 MAX et en louera trois autres cette année.

Transports urbains

L'entreprise des transports public d'Ostrava a lancé un appel d'offres pour la fourniture d'ici 2025 d'une dizaine de bus à hydrogène ainsi que pour la construction d'une station de recharge hydrogène. La valeur du premier marché est estimée à 7,8 M€, du deuxième à 6,2 M€.

L'entreprise des transports publics de Prague DPP a lancé un appel d'offres pour la fourniture de deux nouvelles voitures d'une capacité de 100 personnes et d'une durée de vie d'au-moins 25 ans pour le funiculaire de Petřín. La valeur estimée des véhicules est de 150 M CZK (6,3 M€). La mise en service des véhicules est prévue au plus tard au printemps 2025.

Fonds européens

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé qu'il négociait avec la Commission européenne l'actualisation du plan de relance tchèque (PNRR), au titre notamment (i) de la revalorisation des allocations nationales (600M€ supplémentaires pour la Tchéquie), qui pourrait permettre d'augmenter les financements alloués aux projets d'installation de panneaux photovoltaïque, ainsi que d'autres sources renouvelables, (ii) de l'intégration d'un nouveau chapitre concernant le plan européen REPowerEU, (iii) de la possibilité de contracter un prêt au titre de la FRR.

Slovaquie

Energie

- électricité

L'Autorité de régulation (URSO) a soumis à la consultation publique le projet de nouvelle régulation des prix de l'électricité. Le projet élargit le groupe des consommateurs vulnérables bénéficiant des prix régulés comme les propriétaires d'ensembles d'appartements, les gérants des maisons de retraite et des maisons de soins sociaux ou encore des PME avec une consommation annuelle inférieure à 30 MWh. En outre, URSO veut également modifier la période de référence pour le calcul du nouveau prix de l'électricité. Pour l'année 2024, il devrait

s'agir des prix à partir des prix de la bourse de Prague (PXE) du 1^{er} avril 2023 jusqu'au 30 septembre 2023 ; pour les années suivantes, la référence sera fixée du 1^{er} octobre de l'année (n-2) au 30 septembre de l'année (n-1).

Selon l'étude du cercle de réflexion Ember, la Slovaquie a réussi à baisser sa consommation d'électricité de 8,1 % en 2022 par rapport à 2021. Il s'agit de la meilleure performance en Europe. Cependant, les analystes slovaques soulignent que cette amélioration ne vient pas tellement d'une meilleure efficacité énergétique du pays mais des difficultés rencontrées par les industriels slovaques en 2022 du fait des arrêts de production face à la pénurie des semi-conducteurs et des prix élevés des énergies. Ces économies devraient persister car le plus grand consommateur d'électricité, la société d'aluminium Slovalco (8-10 % de la consommation totale d'électricité) ne devrait pas relancer sa production en 2023.

- nucléaire

Le 15 février, la société Jadrová energetická spoločnosť Slovenska (JESS) a déposé la demande auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire pour l'autorisation de l'emplacement et de la réalisation du projet de construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Jaslovske Bohunice. L'Autorité devrait rendre son avis d'ici un an. Fin 2025, JESS prévoit de déposer une demande auprès du bureau de construction.

Le projet de la nouvelle centrale nucléaire dispose déjà d'un avis positif du ministère de l'Environnement après l'examen de son étude d'impact sur l'environnement (2016). La société JESS prévoit la construction d'un nouveau réacteur de génération III+ d'une puissance installée de 1 200 MW. Les coûts de construction sont évalués à 6,5 Md€. La centrale devrait être mise en opération entre les années 2040-2045, c'est-à-dire vers la fin de l'opération de la centrale nucléaire V2 (2x505 MW).

Pour mémoire, la société JESS a été créée le 21 décembre 2009. Elle a pour les actionnaires la société publique chargée de la gestion des déchets nucléaires et du démantèlement, JAVYS (51%), et l'énergéticien tchèque CEZ (49 %). La société JESS est chargée du projet de la nouvelle centrale nucléaire à Jaslovske Bohunice. Ce site comprend aujourd'hui deux blocs nucléaires en fonctionnement de la centrale V2 gérés par le principal électricien du pays Slovenske elektrarne ainsi que deux blocs de l'ancienne centrale V1 et un bloc de A1 en démantèlement dont les travaux sont conduits par JAVYS.

- gaz

Au 5 mars 2023, les réservoirs slovaques étaient remplis à hauteur de 61,4 % (58,9 % au niveau européen) ce qui représente 44,8 % de la consommation totale (17,5 % au niveau européen). Pour mémoire, au 5 mars 2022, les réservoirs slovaques étaient remplis à hauteur de 23,5 % (27,6 % au niveau européen) et au 5 mars 2021, à hauteur de 45 %.

- carburants

Le plus grand producteur slovaque d'engrais, la société Duslo (1 950 employés en 2021, CA de 574 M€, groupe Agrofert), a déposé un nouveau projet de production de combustibles auprès des autorités environnementales. Cet investissement de 23 M€ prévoit la production de 32 000 t de diesel et de 8 000 t d'essence par pyrolyse chimique de déchets de matières plastiques. Selon Duslo, la réutilisation de ces matières est plus écologique que leur incinération ou mise en décharge.

- renouvelables

Le 7 février, la société Jadrová energetická spoločnosť Slovenska (JESS) a lancé un appel d'offres en vue d'une nouvelle centrale photovoltaïque sur le site de Bohunice. La valeur estimée de ce

marché est de 10 M€ et les offres sont attendues pour le 10 mars 2023. JESS envisage de fournir une partie de l'électricité produite à la société publique JAVYS chargée de la gestion des déchets nucléaires et du démantèlement des centrales nucléaires A1 et V1 sur le même site. L'autre partie de l'électricité verte produite sera utilisée pour la production d'hydrogène vert. La capacité de production est planifiée à hauteur de 400 kg d'H₂/jour. JESS veut offrir la moitié de la capacité de l'électrolyseur à la société chargée du réseau électrique SEPS pour la stabilisation du réseau slovaque, et le reste devrait servir au transport public de Trnava (65 500 habitants) qui se trouve à proximité. <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:78846-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

La principale compagnie de gaz, la société publique SPP, a présenté aux autorités environnementales son projet de centrale éolienne à l'ouest du pays. Il s'agit d'un investissement de 63 M€. Grâce à sept turbines, la centrale devrait avoir une puissance installée de 50 MW. Les travaux de construction devraient démarrer en 2025 et la mise en service est prévue un an plus tard. Pour mémoire, à l'heure actuelle, il n'y a que deux petites centrales éoliennes en Slovaquie situées à la frontière avec la Tchéquie.

Fin janvier, le ministère de l'Economie a publié la liste des premiers projets verts qui ont satisfait les critères pour obtenir l'aide à l'investissement dans la construction de nouvelles centrales aux énergies renouvelables. Le plan est doté de 122 M€ et la liste actuelle comprend près de 90 projets d'un montant global de 39 M€. Les projets soutenus sont principalement des installations photovoltaïques pour l'industrie (soutien de 1,5 M€ à la centrale photovoltaïque de KIA), la grande distribution (Lidl et Billa) mais aussi le secteur énergétique (trois projets de Veolia : soutien de 0,822 M € pour le système photovoltaïque de 4,2 MWp ; de 0,547 M€ pour la centrale éolienne de 675 kW et de 0,119M € pour une centrale photovoltaïque). <https://www.mhsr.sk/uploads/files/17yeLsIP.pdf?csrt=14339620098742276338>

Transports

En 2022, le nombre de passagers dans le transport public a atteint 609 M, en hausse de 34 % en glissement annuel. Malgré cette performance, ce nombre reste inférieur au nombre de passagers transportés en 2019 (702 M). 540 M de passagers, soit 88,6 % du total, ont utilisé le transport routier. Ce nombre a augmenté de 32,5 % en glissement annuel. De ce nombre, 344 M de passagers ont utilisé le transport public municipal et 196 M d'autres transports publics routiers. 68 M de passagers ont utilisé le transport ferroviaire (+46,7 %).

Le transport de marchandises s'est élevé à 229 M t en 2022, en baisse de 2,6 % en glissement annuel, soit 80,6 % de la performance de 2019. Le transport routier de marchandises a atteint 155 M t soit 67,9 % du total, en augmentation de 4,2 % en glissement annuel. Le transport ferroviaire s'est établi à 37 M t, soit 16,2 % du total, en baisse de 6 %. Les autres modes de transport (fluvial, aérien, par tuyaux etc.) ont diminué de 21,5 % pour atteindre 36 M t soit 15,9 % du total.

- routier

Le 8 février, la mairie de Ziar nad Hronom (Slovaquie centrale, 20 000 habitants) a publié au Journal officiel de l'UE l'avis de pré-information sur le lancement de l'appel d'offres sur le transport municipal. La date prévue de lancement de la procédure de passation a été fixée pour le 24 janvier 2024. <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:81817-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

Début mars, les travaux de construction d'un pont pour cyclistes et piétons sur l'une des ramifications du Danube entre les communes Dobrohost (SK) et Dunakiliti (HU) ont commencé. Le pont fera partie de la piste cyclable EuroVelo6. Les coûts sont évalués à 10,4 M€ et sont équitablement répartis entre les deux pays.

- ferroviaire

Selon les données préliminaires, l'entreprise Eltra a proposé l'offre la plus basse dans le cadre de l'appel d'offres pour la reconstruction des voies (vitesse de 100 à 120 km/h) et leur électrification entre Humenne et Banovce nad Ondavou (à l'est du pays, sur un tronçon de 33 kilomètres). Eltra, du groupe tchèque ED Holding contrôlé par M. Kretinsky, a déposé une offre de 216 M€ devant celle du consortium Elba (AZD Praha, Eurovia CS du groupe Vincu, Ohla ZS) avec 239 M€. La valeur estimée de ce marché était bien inférieure à 170,6 M€.

La nouvelle ligne de tramway dans le quartier de Bratislava sur la rive droite de Danube, Petralka (105 000 habitants) devrait voir le jour. Les quatre 4 km de lignes (sept arrêts) qui devaient initialement coûter 74 M€, du fait de l'inflation sont estimées à 100 M€. La mairie recevra un financement de 86 M€ dont 70 % proviendront des fonds européens du programme 2014-2020 et 30 % du prochain programme 2021- 2027. Selon les autorités, il s'agit d'un message positif envoyé à la société espagnole Aldesa Construcciones en charge des travaux.

Environnement

Selon l'Institut de la politique financière dépendant du ministère des finances, la Slovaquie est le cinquième pays le moins bien classé en Europe en termes d'émissions de CO₂ pour les nouvelles voitures immatriculées, avec une moyenne 155 g CO₂/km pour les nouvelles voitures immatriculées en Slovaquie. Par rapport à 2021, ces émissions n'ont baissé que de 16 % (quatrième baisse la plus faible). Ces mauvaises statistiques résultent de la faible appétence pour les véhicules électriques (seulement 1,5 % des ventes) et d'une préférence pour les grosses voitures – la part des SUV dans les nouveaux véhicules est passé de 28 % en 2018 à 41 % en 2022.

Lituanie

Energie

2022 a été **une année record pour la production d'électricité renouvelable** en Lituanie, dans un contexte de baisse de la consommation d'énergie. Combinée, la production solaire et éolienne représente 60% de la production d'électricité sur l'année, dépassant pour la première fois le seuil de 50% (le chiffre était de 48% en 2021). Dans le même temps, la production d'électricité par les centrales à gaz a chuté d'un tiers, tandis que la consommation d'électricité, toutes sources confondues, a baissé de 5,4%.

Éolien offshore : la Lituanie lancera un appel d'offres le 30 mars. Le conseil national de régulation de l'énergie (VERT) devrait lancer un appel d'offres pour le développement du très attendu parc éolien offshore de 700 MW au large de Klaipėda autour du 30 mars. Le parc devrait être opérationnel en 2028 et assurer le quart des besoins en électricité de la Lituanie. Il sert donc un double-objectif de transition et d'indépendance énergétiques – la Lituanie importe actuellement les deux tiers de ses besoins en électricité, principalement de Suède.

Transport et infrastructures / mobilité durable

Le transport aérien poursuit sa reprise : les trois aéroports internationaux de Lituanie (Vilnius, Kaunas et Šiauliai) ont conjointement transporté 371 000 passagers en février 2022, soit une progression de 45,5% par rapport à février 2021. Tous les aéroports enregistrent désormais des résultats supérieurs aux niveaux pré-pandémiques. En revanche, le fret aérien a baissé de 10,7% pour s'établir à 1 400 t, une tendance cohérente avec la baisse générale du trafic de marchandises en Lituanie depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine.

A Klaipėda, l'optimisme malgré une année difficile. Avec un volume de 36,1 Mt transportées en 2022, le port de Klaipėda subit une perte de 21% de son trafic par rapport aux 45,6 Mt de 2021, mais maintient sa place de quatrième port de la mer baltique. La baisse du trafic est entièrement expliquée par la perte totale du cargo de transit depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et la mise en place des sanctions. Cela n'empêche pas les autorités de se montrer relativement optimistes et de maintenir les investissements prévus en termes d'infrastructures et d'impact environnemental.

Lettonie

Nominations

M. Marko Kivila a été nommé au poste de directeur exécutif par intérim de la coentreprise RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica. Il remplacera temporairement M. Agnis Driksna qui avait démissionné en février de cette année. M. Marko Kivila, de nationalité finlandaise, a occupé le poste du directeur des achats au sein de RB Rail AS depuis novembre 2022.

Energie

L'appel d'offres lancé par la société de chauffage urbain "Rīgas siltums", portant sur l'achat de 460 GWh de gaz naturel pour la prochaine période de chauffage 2023/2024, a été remporté par l'entreprise énergétique Latvenergo AS. Le tarif proposé par ce fournisseur représente 55,67€/MWh, ce qui est 3 fois moins cher que pour la période de chauffage actuelle. Le gaz naturel sera pompé et stocké dans l'installation de stockage souterrain d'Inčukalna jusqu'au 30 septembre 2023.

Infrastructures

M. Thierry Boussillon, expert français dans le domaine de projets ferroviaires internationaux, a rejoint RB Rail AS le 1^{er} février en tant que directeur de programme (Chief Programme Management Officer).

Dans le cadre de financement européen pour la période 2021-2027, **il est prévu d'investir 370 M€ d'ici 2029 dans le développement de l'infrastructure ferroviaire**, dont plus de 60% (225M€) dans la modernisation du réseau électrique ferroviaire existant. Plus concrètement, le projet vise à remplacer le système de 3,3 kV par un système de 25 kV sur les lignes Riga-Jelgava et Riga-Krustpils. Par ailleurs, 747,4M€ du fonds de RFF seront consacrés à l'achat de 7 trains à batterie pour assurer le verdissement du système de transport de l'agglomération de Riga.

Le 21 février 2022, le gouvernement a décidé de soutenir la proposition du ministère des Transports de créer un **Comité de coordination interinstitutionnelle du projet ferroviaire Rail Baltica**. Étant donné que la mise en œuvre du projet relève des compétences de plusieurs ministères et institutions, le projet a accumulé quelques retards au cours des dernières années. La création de ce comité devrait permettre d'accélérer les travaux en unifiant la gestion de certaines activités et en facilitant la mise en place des cadres législatifs nécessaires.

Construction

En 2022, le volume de construction a baissé de 11,3% par rapport à l'année précédente. Le volume de construction des infrastructures a diminué de 13%, celui des travaux spécialisés de 11,3%, tandis que celui de construction de bâtiments, de 9,8%. La baisse de l'activité de la construction a été provoquée principalement par une forte augmentation des coûts de construction, qui a entraîné une baisse de la demande de services de construction et la résiliation, la révision et le report des délais d'exécution des contrats de construction en cours.

Environnement

Depuis la mise en œuvre en février 2022 d'un système de consigne sur les emballages de boissons, l'opérateur de gestion SIA "Depozīta Iepakojuma Operators" a collecté environ 250 M de **canettes et de bouteilles en plastique** et en verre de 0,1 à 3 litres, ce qui représente 68% de récipients réutilisables mis sur le marché. On compte actuellement 1400 points de collecte sur tout le territoire du pays.

Estonie

Les élections législatives se sont tenues le 5 mars et devraient conduire à la formation d'une solide coalition libérale et sensible aux grands enjeux environnementaux, sous la direction de la Première Ministre Kaja Kallas. Les trois partis pressentis (Parti de la Réforme, Eesti 200, Parti Social-Démocrate) pour former ce gouvernement ont annoncé leur intention d'adopter une grande loi climat afin d'accélérer la transition verte de l'Estonie.

Energie

Eesti Energia, opérateur énergétique national, a enregistré un profit de 128,3 M€ en 2022 – notamment à la faveur d'une hausse de ses ventes hors d'Estonie. 56% du chiffre d'affaires d'Eesti Energia est réalisé hors d'Estonie (Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne). Ces résultats permettent à Eesti Energia d'investir massivement dans les énergies renouvelables : en 2022, l'entreprise a investi 447 M€ – principalement pour le développement de l'énergie éolienne.

- ENR

L'Estonie poursuit ses actions en faveur du développement de l'énergie hydrogène et un plan interministériel de l'hydrogène a été signé début mars, entre le Ministère des Affaires Economiques et le Ministère de l'Environnement. Ce plan prévoit 120 M€ d'investissements publics sur les 5 prochaines années, devant s'ajouter à d'importants fonds privés. Le plan sera revu et prolongé tous les 3 ans.

En mars 2023, l'Estonie a lancé la plus grande enchère inversée de son histoire en matière énergétique. L'Etat va acquérir l'équivalent de 650 GWh d'électricité d'origine renouvelable. Ces enchères sont ouvertes jusqu'au 5 septembre 2023 et le vainqueur devra s'engager à produire avant le 1^{er} juillet 2027.

- électricité

Le service universel de l'électricité d'Etat est de plus en plus rejeté par la population estonienne, principalement du fait de la baisse des prix de l'électricité sur le marché. 80 000 ménages ont déjà renoncé à ce service universel pour revenir aux contrats à taux variables. Le Ministre en charge de la mise en place de ce service, Kristjan Järvan, souhaite réformer ce service afin d'assurer un prix inférieur au prix du marché – proposition fortement rejetée par les opérateurs énergétiques.

Le principal opérateur énergétique, Eesti Energia, a produit 6,260 GWh d'électricité en 2022 – soit 20% de plus qu'en 2021. Le détail de cette production n'a pas encore été révélé, mais la reprise de l'exploitation de certaines mines de schistes bitumineux joue un rôle indéniable dans cette hausse.

Dans le même temps, le nombre de producteurs d'électricité continue d'augmenter. Au 31 décembre 2022, près de 15 500 producteurs apportaient leur production sur le réseau électrique estonien (soit un potentiel total de 607 MW) – contre moins de 6000 en 2020. Cette hausse est

principalement nourrie par le développement des panneaux solaires à usage individuel. La demande de connexion s'est particulièrement intensifiée depuis l'été 2022.

- gaz et biogaz

Le gouvernement estonien va proposer l'instauration d'une taxe sur le gaz, à hauteur de 0,40 €/MWh, afin de financer le renouvellement de la réserve de gaz du pays. Actuellement, l'Estonie compte une réserve équivalente à 650 GWh et attend une livraison de 350 GWh supplémentaires en mars.

Dans le même temps, le prix du gaz continue à chuter pour les consommateurs. A compter du 1^{er} avril, 1 m³ de gaz coûtera 0,74 € – au lieu de 0,84 € actuellement et 1,50 € fin d'année 2022. En conséquence, la consommation de gaz commence légèrement à augmenter, après une baisse de près de 15% en 2022 (3,78 TWh).

- carburants fossiles

L'Etat estonien a développé un système de compensation financière pour les pêcheurs, afin de les soutenir face à la hausse du prix des carburants et du diesel. 2,2 M€ seront distribués, avec un plafond maximal de 0,5 M€ par entreprise. La compensation est à hauteur de 0,33 € par litre de diesel acheté entre le 1^{er} mars 2022 et le 31 décembre 2022.

Un second système de compensation est proposé aux autres entreprises du secteur de la pêche (aquaculture et transformation de produits de la pêche), afin de réduire la facture électrique. 3,7 M€ sont disponibles, avec un plafond maximal de 0,2 M€ par entreprise. 75% de cette aide provient du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture.

Transports

- mobilité douce & automobile

La construction de la nouvelle ligne de tram de Tallinn, reliant le vieux port au centre-ville, a débuté début mars. Un léger retard est déjà observé du fait de températures trop basses (inférieures à 0).

Dans le même temps, le début d'année 2023 traduit un regain de l'achat de véhicules automobiles. De janvier à février, 3370 nouvelles voitures ont été vendues en Estonie (+7,6% relativement à la même période l'an passé). Si le nombre de véhicules électriques augmente de manière notable, sa part dans les achats reste mineure (4,8% des véhicules vendus en février 2023). En revanche, les véhicules hybrides restent très populaires : 47% des ventes sur le dernier mois.

L'Etat estonien souhaite montrer l'exemple : une directive interne du ministère de l'environnement impose désormais des critères environnementaux lors de l'achat de nouveaux véhicules professionnels. Les fonctionnaires sont également invités à suivre cette directive à titre personnel.

- maritime

La hausse de l'activité de Tallink se poursuit, avec une hausse du nombre de passagers de 51% entre février 2022 et février 2023. Au total, Tallink a transporté 355 796 personnes en février 2023, très largement entre l'Estonie et la Finlande.

- aérien

AirBaltic a annoncé l'ajout de 4 nouveaux avions destinés à assurer les lignes estivales depuis les pays baltes, en raison d'une demande croissante. Un de ces avions est destiné à l'aéroport de Tallinn.

L'aéroport de Tallinn a par ailleurs été élu meilleur aéroport du monde accueillant entre 2 M et 5 M de passagers par an. Le nombre de passagers ne cesse de progresser : en février 2023, 190 236 passagers sont passés par l'aéroport de Tallinn – soit 49% de plus qu'en février 2022 mais surtout autant qu'en février 2019, avant COVID.

- ferroviaire

L'opérateur public Elron note une bonne affluence de la population estonienne sur ses lignes de train. En février, environ 570 000 passagers ont été transportés – 28% de plus qu'en février 2022. Cette hausse va être absorbée par une augmentation de la fréquence des trajets, notamment pour les lignes reliant Tallinn à Tartu et à Narva.

Infrastructures

- construction et immobilier

L'Estonie poursuit son plan de rénovation urbaine et vient d'annoncer un nouveau mécanisme d'aide, à hauteur de 80M €, afin de rénover les immeubles d'habitation. Un soutien sera apporté pour tout travaux permettant d'atteindre au moins le niveau C d'efficacité énergétique, ce soutien pouvant aller jusqu'à 50% du montant des travaux. Il s'agit d'une première étape : le Ministère des Affaires Economiques prévoit de dédier 800 M à l'efficacité énergétique des bâtiments dans les prochaines années.

Dans le même temps, le prix des logements repart à la hausse à Tallinn. Entre janvier 2023 et février 2023, le prix moyen du mètre carré a progressé de 7,6% et s'élève désormais à 2970 € (+11,2% par rapport à février 2022).

Environnement

- forêt

Madis Kallas, Ministre de l'Environnement, a pris la décision unilatérale de réduire les quotas de coupe de bois de 12% par an pour les 5 prochaines années. Cette décision a été fortement critiquée par les autres partenaires gouvernementaux et par les professionnels du secteur. A l'inverse, les activistes environnementaux estiment cette décision trop peu ambitieuse.

Calendrier :

- 19 avril 2023, Conférence WindWorks - Moving Energy, Riga [Wind Works](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international